



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr..
GENERALE

A/45/331 ✓
S/21380
2 juillet 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Points 32, 38, 71 et 142 de la liste
préliminaire*
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU
BON VOISINAGE ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 2 juillet 1990, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour information, le texte d'une interview accordée à l'Agence vietnamienne de presse le 21 juin 1990, par M. Tran Quang Co, Ministre adjoint des affaires étrangères du Viet Nam, sur les résultats des pourparlers sino-vietnamiens (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire publier le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 32, 38, 71 et 142 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) TRINH XUAN LANG

* A/45/50.

ANNEXE

Interview accordée à l'Agence vietnamienne de presse le 21 juin 1990
par le Ministre adjoint des affaires étrangères du Viet Nam, sur les
récents pourparlers sino-vietnamiens

Question 1 : L'opinion publique espérait que les récents pourparlers sino-vietnamiens seraient couronnés de succès, mais cela ne semble pas avoir été le cas. Pouvez-vous nous expliquer les raisons pour lesquelles les pourparlers n'ont pas produit les résultats escomptés?

Réponse : Désireux de normaliser rapidement les relations entre le Viet Nam et la Chine et d'apporter au problème cambodgien une solution politique d'ensemble, nous avons, lors des pourparlers, fait preuve de la meilleure volonté du monde et avons toujours fait le premier pas pour rapprocher les positions des deux parties quant aux éléments essentiels d'un règlement du problème cambodgien. L'absence de progrès est sans doute due à des divergences d'opinion irréconciliables entre les deux pays. Les deux parties sont toutefois parvenues à un consensus sur un certain nombre de points fondamentaux.

Les points ayant fait l'unanimité sont notamment que le problème cambodgien nécessite un règlement politique d'ensemble portant sur le retrait total des troupes vietnamiennes sous vérification internationale, le cessez-le-feu, la cessation de l'aide militaire étrangère à toutes les parties cambodgiennes, la tenue d'élections générales libres, régulières et démocratiques sous contrôle international, et la création d'un futur Etat cambodgien pacifique, indépendant, neutre et non aligné ayant des relations amicales avec tous les autres pays, en particulier ses voisins immédiats comme le Viet Nam, la Chine, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande.

Il reste encore à régler un certain nombre de points de divergences, essentiellement du fait que les deux parties ont des opinions différentes sur les questions relatives aux affaires intérieures du Cambodge. La partie chinoise exige que le Viet Nam convienne avec la Chine de questions essentiellement intérieures au Cambodge, telles que les fonctions et pouvoirs effectifs du Conseil national suprême et les dispositions concernant les forces armées de toutes les parties cambodgiennes après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Sans rejeter les propositions concrètes de la Chine en ce qui concerne les affaires intérieures du Cambodge, le Viet Nam n'est pas en mesure de représenter les parties cambodgiennes et de répondre par "oui" ou "non" à ces questions, qui relèvent intégralement de la souveraineté du Cambodge. Nous avons clairement fait savoir à la Chine que le Viet Nam était disposé à se joindre à elle et à d'autres pays pour respecter la décision des Cambodgiens concernant la mesure dans laquelle les parties cambodgiennes accepteraient les vues de la Chine sur ces questions.

Question 2 : M. Xu Dunxin, le chef de la délégation chinoise, a fait état de l'intransigence du Viet Nam au sujet des deux grandes questions qui restent et a dit que le Viet Nam continuait à exiger l'exclusion des Khmers rouges du Conseil national suprême du Cambodge. Est-ce vrai?

Réponse : Non, c'est absolument faux.

Le Viet Nam se félicite des résultats obtenus à Tokyo et les considère comme un important progrès vers un règlement politique de la question cambodgienne. En ce qui concerne le Conseil national suprême, nous avons réaffirmé à la partie chinoise que le Viet Nam respecterait les accords conclus à Tokyo entre les factions cambodgiennes sur la composition du Conseil national suprême et qu'il souscrivait entièrement au principe selon lequel aucune de ces factions ne devait être exclue, pas plus qu'aucune d'elles ne pouvait monopoliser ce conseil. Nous avons proposé que la Chine s'efforce de convaincre la faction khmère rouge de participer à l'accord de cessez-le-feu et à la création du Conseil national suprême. Malheureusement la partie chinoise n'a pas répondu à notre proposition, et elle tient le Viet Nam pour responsable de la signature par le Président Hun Sen avec le Prince Sihanouk du communiqué commun de Tokyo, disant que cela signifie l'exclusion de l'une des factions cambodgiennes, alors qu'il est bien connu que le Président Hun Sen a invité les Khmers rouges à prendre part à ce conseil ainsi qu'à l'accord de cessez-le-feu et que ce sont les Khmers rouges qui se sont dissociés des accords conclus à Tokyo.

La partie chinoise a exigé que le Conseil national suprême soit la seule autorité suprême reconnue au Cambodge pendant la période de transition, et qu'il détienne le pouvoir législatif et exécutif et contrôle directement au moins cinq des principaux ministères : la défense nationale, l'intérieur, les affaires étrangères, l'information et les finances, tandis que d'autres ministères et services techniques seraient dirigés par les deux gouvernements mais seraient placés sous la supervision du Conseil national suprême. Le Viet Nam soutient qu'il appartient aux factions cambodgiennes elles-mêmes de se mettre d'accord sur les dispositions concrètes. Nous pensons que le Président Hun Sen avait d'abord rejeté l'idée d'établir un gouvernement de coalition quadripartite, et que lui et le Prince Sihanouk se sont à présent mis d'accord pour instaurer un Conseil national suprême composé de 12 membres représentant à parts égales les deux gouvernements cambodgiens en place. Le Conseil national suprême n'est donc pas un gouvernement de coalition quadripartite - et pourtant, la partie chinoise continue à exiger que ce conseil ait les pouvoirs d'un gouvernement de coalition quadripartite. Le Viet Nam estime au contraire que le Conseil national suprême a la responsabilité et le pouvoir d'appliquer les accords qui seront conclus sur la réconciliation nationale et sur l'organisation d'élections générales. Le Viet Nam estime que les deux administrations existantes doivent s'abstenir de rien faire qui soit de nature à faire obstacle à l'exercice par le Conseil national suprême de ses responsabilités et de son autorité. Les factions cambodgiennes ont le droit de décider dans quelle mesure elles peuvent accepter les idées de la Chine. La position du Viet Nam est de respecter la souveraineté et le droit à l'autodétermination du Cambodge. Le Viet Nam et la Chine ne sauraient se substituer aux factions cambodgiennes pour traiter les affaires intérieures du Cambodge.

Question 3 : Comment les vues des deux parties diffèrent-elles en ce qui concerne les forces armées des factions cambodgiennes?

Réponse : Eu égard aux forces armées des parties cambodgiennes, la Chine a exhorté le Viet Nam de se rallier à son opinion, à savoir qu'il conviendrait de procéder au regroupement des forces armées cambodgiennes dans des endroits désignés

par l'Organisation des Nations Unies et d'en réduire au maximum les effectifs. La partie vietnamienne a déclaré qu'elle respectait les accords conclus à Tokyo par les parties cambodgiennes selon lesquels les forces armées devraient rester où elles étaient. Le Viet Nam a avancé certains principes concernant les forces armées des parties cambodgiennes : mettre un terme le plus tôt possible à la guerre civile, continuer de respecter le cessez-le-feu et s'abstenir de toute ingérence dans la vie politique et les élections générales cambodgiennes pour veiller à ce que ces dernières aient lieu de façon véritablement libre et régulière. Il appartient aux parties cambodgiennes d'arrêter des mesures concrètes en vue de l'application de ces principes. Le Viet Nam, de concert avec la Chine et d'autres pays, devrait respecter les décisions des parties cambodgiennes.

Question 4 : La partie chinoise a déclaré que le Viet Nam ne souhaitait pas voir l'Organisation des Nations Unies jouer son rôle. Quelle est l'opinion du Viet Nam quant au rôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'affaire cambodgienne?

Réponse : Le Viet Nam estime que l'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle important dans le règlement du problème cambodgien sur la base du respect de la souveraineté cambodgienne, en procédant notamment à la vérification du retrait total des forces armées vietnamiennes, au contrôle et à la supervision de l'application d'autres accords s'inscrivant dans le cadre d'un règlement d'ensemble du conflit cambodgien, portant entre autres sur la cessation de l'ingérence étrangère et de l'aide militaire, et tout particulièrement en assurant le contrôle et la supervision des élections générales pour veiller à ce qu'elles soient libres, régulières et démocratiques. En outre, si les parties cambodgiennes convenaient de confier à l'Organisation des Nations Unies une responsabilité plus importante pour ce qui est de la souveraineté du Cambodge, le Viet Nam serait disposé, de concert avec d'autres pays, à respecter cette décision.

Question 5 : A-t-on abordé la question de la normalisation des relations entre les deux pays au cours de ces entretiens officiels?

Réponse : La question a été examinée, encore que la plupart du temps cette rencontre de trois jours avait été axée sur le problème cambodgien. La partie chinoise a une fois encore affirmé que la normalisation de ses relations avec le Viet Nam ne pourrait survenir avant, mais seulement après le règlement du problème cambodgien, et que la Chine n'aborderait cette question que lorsque le problème cambodgien serait résolu. C'est un point sur lequel la politique de la Chine et celle du Gouvernement Bush concordent.

En dépit des difficultés, le Gouvernement et le peuple vietnamiens ne cesseront pas de demander la normalisation des relations bilatérales entre le Viet Nam et la Chine, étant donné l'importance qu'ils attachent aux intérêts à long terme et fondamentaux des deux pays. Cela est également dans l'intérêt d'une paix durable et de la stabilité en Asie du Sud-Est et dans l'ensemble de l'Asie.

Bien qu'aucun accord ne soit intervenu sur la date de leur prochaine rencontre, les deux parties ont exprimé le souhait de poursuivre les consultations. Cela est également conforme aux aspirations des deux peuples et de leurs opinions publiques respectives.

Question 6 : Quelle est, selon vous, la meilleure mesure qui puisse permettre de conclure la période de transition au Cambodge?

Réponse : C'est la tenue d'élections générales véritablement libres, régulières et démocratiques, qui doivent être soumises à un strict contrôle international, comme celles qui ont été organisées d'une manière véritablement libre, véritablement équitable et véritablement démocratique en Namibie et au Nicaragua par leurs gouvernements respectifs de l'époque. En Namibie et au Nicaragua, on n'a pas perdu de temps à discuter de la question du pouvoir durant la période de transition. L'essentiel est de parvenir à un accord permettant la tenue d'élections générales et l'adoption de mesures efficaces propres à assurer que ces élections se déroulent de façon véritablement libre, régulière et démocratique sous le contrôle effectif d'organisations internationales. Les questions touchant au pouvoir du Conseil et des forces armées ne doivent pas servir de prétexte à éviter les discussions sur ce sujet clef.

Si les parties cambodgiennes ne sont pas en mesure de parvenir à des accords concernant les affaires intérieures du Cambodge, aucune force extérieure ne peut le faire à leur place. Dans ce cas, il importe de veiller à ce que les différends internes du Cambodge ne deviennent pas une affaire internationale et ne portent préjudice à aucun pays, et les pays étrangers doivent mettre fin à toute intervention et à tout appui apporté à l'une des parties au détriment de l'autre. Si la communauté internationale neutralise les différends internes du Cambodge, toutes les parties cambodgiennes devront trouver les mesures propres à les régler dans les meilleurs délais.

Question 7 : Que pensez-vous de la déclaration de M. Xu Duxin selon laquelle le Viet Nam ne fait preuve d'aucune bonne volonté?

Réponse : Le retrait unilatéral des troupes vietnamiennes du Cambodge a été à lui seul un mouvement de bonne volonté qui a grandement contribué au règlement de la question cambodgienne. Existe-t-il un seul pays directement impliqué dans l'affaire cambodgienne qui ait mis fin unilatéralement à son ingérence au Cambodge? L'opinion publique a vu dans le soutien persistant apporté par la Chine aux polpotistes le principal obstacle à un règlement politique de la question cambodgienne. L'observation de la Chine concernant le refus du Viet Nam de régler les affaires intérieures du Cambodge témoigne de son manque de bonne volonté. Nous respectons résolument le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge.

Question 8 : Pourquoi la Chine demande-t-elle maintenant que siègent au Conseil national suprême, composé de 12 membres, les quatre parties et non plus les deux gouvernements, comme elle en avait convenu auparavant, et pourquoi adopte-t-elle une position aussi inflexible sur le pouvoir du Conseil national suprême et des forces armées?

A/45/331
S/21380
Français
Page 6

Réponse : Si la Chine a adopté une position inflexible concernant la participation des quatre parties au Conseil national suprême et aux forces armées, c'est parce qu'elle veut que le Viet Nam et la Chine aient la même position contraire au communiqué commun de Tokyo. La Chine n'a pas approuvé le communiqué de Tokyo et ne veut pas être la seule à y être opposée."
